

— Les journaux de Madrid croyant la liberté de la presse menacée par le gouvernement, se sont associés pour défendre cette liberté contre qui il appartiendra. Ces journaux se sont engagés à défendre aussi la liberté individuelle, et, ce qui est plus sérieux, s'opposer par tous leurs moyens à ce que la minorité de la reine Isabelle soit prolongée. Ceci est un fait digne d'attention; non pas que nous croyions cette association capable de résister aux mesures que voudrait adopter le régent, mais parce qu'il est extrêmement remarquable que onze journaux professant des opinions différentes, se soient mis d'accord pour conspirer ouvertement contre l'ordre actuel des choses, car il faut faire attention que la fin de la minorité de la reine, serait aussi la fin du pouvoir d'Espartero. Ceci fait dire à un journal de Madrid, *le Heraldo* :

« La société toute entière a pris l'alarme : preuve qu'elle s'est réellement sentie menacée d'un péril. Voyez les journaux de toutes les couleurs se coaliser, sans désertir leur bannière respective, pour combattre en commun. Il n'y a qu'une crainte fondée qui puisse avoir porté à s'unir des journaux qui, par la tendance de leurs doctrines opposées, étaient destinés à se faire la guerre. Ce ne sont plus uniquement les *retrogrades*, les vaincus de septembre, qui, dans leur désespoir, accusent le pouvoir de nourrir de sinistres desseins : la méfiance vient aujourd'hui du côté des vainqueurs de septembre, du côté des *hommes du progrès*, du côté de ceux qui ont élevé sur le pavois le duc de la Victoire. Ce sont ceux là qui doutent le plus aujourd'hui. »

— Une correspondance parisienne contient les lignes suivantes :

« On savait déjà d'une manière assez positive que si le ministère abandonnait le projet de traité commercial avec la Belgique, c'était uniquement la peur qui le faisait agir et qu'il céda à l'opposition des intérêts coalisés pour ne pas être obligé de quitter le pouvoir. Nous ne croyions pas que les journaux en feraient un aveu aussi positif que celui que nous trouvons ce matin dans le *Journal des Débats*. Le ministre, dit la feuille doctrinaire, n'a pas voulu, en précipitant ses mesures, diviser la majorité. »

» En adoptant un semblable principe, la France devra rester éternellement dans une immobilité complète et ne jamais rien faire pour l'amélioration des intérêts matériels. La question des sucres restera éternellement suspendue, attendu qu'une partie des conservateurs s'est déclarée betteraviste et l'autre coloniste.

» Nous n'aurons jamais de grandes lignes de chemin de fer, parce qu'une partie des députés ministériels représentent des localités qu'on a laissées en dehors des tracés, enfin nous ne parviendrons jamais à sortir du système restrictif qui entrave toutes les opérations internationales. Car il se trouvera toujours près du gouvernement certaines influences qui se sentent lésées dans leurs intérêts particuliers par les changemens projetés dans les tarifs.

» Nous devons reconnaître malheureusement que la France a toujours été gouvernée depuis 30 ans d'après le principe qu'émet aujourd'hui le *Journal des Débats*, et voila pourquoi elle se trouve tellement en arrière des peuples qui nous entourent pour certaines améliorations matérielles et commerciales.

» Cependant que M. Guizot recule tant qu'il voudra sur la question commerciale, il faudra bien que la chambre s'en occupe, dès la prochaine session, et qu'on fasse enfin cesser les incertitudes qui ne conviennent pas davantage aux partisans du système restrictif qu'à ceux de la liberté commerciale. »

Du 8. — Nous extrayons du *Moniteur parisien* les passages suivans au sujet d'une nouvelle séance qu'a tenue aujourd'hui la réunion Lemardelay :

« L'ordre du jour appelait la lecture du projet de lettre collective aux ministres, dont la rédaction avait été confiée au bureau. M. Mimerel a fait cette lecture; elle a été suivie d'une courte discussion qui a produit quelques amendemens auxquels le bureau a déclaré se réunir. Le texte de cette lettre ne nous est point encore connu; nous savons seulement qu'elle a été immédiatement couverte des signatures de tous les membres composant l'assemblée, et qu'elle doit être remise demain au président du conseil, au ministre des affaires étrangères et au ministre de l'agriculture et du commerce.

» L'assemblée, avant de se séparer, a insisté pour qu'à la suite du travail auquel doit se livrer sa commission, l'attention du gouvernement soit expressément appelée par elle sur l'imperfection et la cherté de nos voies de transport intérieur, comme aussi sur les besoins spéciaux de chacune de nos industries, pour aider le développement de leurs progrès, et réduire successivement le prix des produits destinés à la consommation.

» La réunion industrielle cherche maintenant les moyens de réduire le prix des produits destinés à la consommation. Le plus efficace de ces moyens serait l'union belge, parce que, donnant à nos fabricans des concurrents un peu plus actifs, mais d'ailleurs placés dans des conditions similaires, elle les obligerait ainsi à adopter les perfectionnemens dûment reconnus, ceux qui aujourd'hui se reposent à l'abri de la prohibition, sans cependant les presser à l'excès et leur imposer de trop lourds sacrifices. »

— Les derniers saints-simoniens, réunis aujourd'hui aux fouriéristes, avaient ouvert deux loges à Lyon. Dans l'une d'elles, ils s'occupaient d'embrigader des prosélytes qu'ils avaient l'intention d'envoyer au Brésil pour y concourir à la formation des phalanstères ou colonies de travailleurs. L'autre loge pratiquait l'enseignement de ce qu'ils appellent la *doctrine sociétaire*. L'autorité vient de s'émouvoir de ces réunions; elle a redouté des manœuvres capables de troubler la paix politique, et, appliquant aux fouriéristes la loi des associations, elle a fait fermer, le 23 du mois dernier, par la police, les lieux où ils se rassemblaient.

— Un journal annonce que le paquebot anglais, arrivé à Marseille, aurait apporté les nouvelles suivantes d'Alexandrie, à la date du 23 octobre :

Il est arrivé ce matin un brick de guerre français de Beyrouth, annonçant que les Druses et les Maronites se sont soulevés en masse, que l'accord le plus parfait règne entre eux, et que les Turcs se retiraient de toutes leurs positions dans les montagnes, ne pouvant résister contre les populations. On avait expédié de Beyrouth de l'artillerie, mais elle n'avait pas pu pénétrer dans les montagnes. Une caravane, sortie de Beyrouth, avait été pillée par les insurgés; mais tous les groupes de marchandises appartenant aux Européens, Syriens et chrétiens ont été respectés.

— Le gouvernement publie ce soir dans le *Messenger* plusieurs rapports de l'armée d'Afrique.

Le gouverneur-général, dans des dépêches datées d'Alger le 25 et le 30 octobre, annonce que la situation continue à être satisfaisante. Toujours grand commerce, grande sécurité, grande activité. Une quarantaine de familles, venues de Grasse, en Provence, viennent d'être installées au nouveau village des Chéragas.

Le général Bugeaud résume les travaux de l'armée depuis le moment où Abd-el-Kader a été chassé de la frontière de Maroc jusqu'au moment présent, où il se tient réfugié dans les monts Ouen-seris, et il termine ainsi :

« Du pied du Jurjura à une ligne tirée de l'embouchure de l'oued Ruina, dans le Chélif, jusqu'à Tasa et le désert, tout le pays est soumis et commerce aujourd'hui avec Alger. Il en est de même de tout le pays compris entre la Mina, la frontière du Maroc, la mer et le désert.

» La guerre est donc concentrée entre le Chélif et la Mina sur un carré d'environ vingt-cinq lieues de côtes.

» Or, comme il y a environ cent cinquante lieues de Jurjura à la frontière du Maroc, il en résulte qu'Abd-el-Kader a perdu les cinq sixièmes de ses états, tous ses forts ou dépôts de guerre, son armée permanente, et, qui pis est, le prestige qui l'entourait encore en 1840. »

Le général Changarnier rend compte de sa dernière expédition au-delà de Médéah, dans le sud-est de la province de Titteri. Il a poussé jusqu'à trois petites marches de Msila, qui est au sud de Sôif, dans la province de Constantine, il est revenu à Médéah par le chemin qui longe le désert, assurant les soumissions déjà faites et en recevant de nouvelles. Il a parcouru, sans avoir à combattre, de vastes contrées dont les populations n'avaient pas encore vu l'uniforme français.

Le colonel Saint-Arnault, qui commande avec distinction à Miliana, a parcouru pendant quinze jours le territoire des tribus insoumises du sud-ouest, battant l'ennemi lorsqu'il le rencontrait, et exécutant des razzias utiles à l'approvisionnement de Miliana.

Le général d'Arbouville, qui opère à l'ouest de Mostaganem et sur la Mina, contre les nombreuses tribus des Flittas, rend compte des marches, des combats et des razzias exécutées contre eux pendant quarante jours de courses.

BELGIQUE. — Bruxelles, 8 novembre.

Le roi Léopold a ouvert aujourd'hui la session des chambres; nous remarquons, dans le discours d'ouverture, les lignes suivantes :

Les négociations directes, ouvertes depuis un an avec le cabinet de La Haye, ont amené un dénoûment satisfaisant pour tous les intérêts; toutes les difficultés qui se rattachent à la séparation des deux pays, ont pu être simultanément résolues; ce traité, complètement de celui de Londres, fera sans doute le premier objet de vos délibérations.

C'est sans intermédiaire, guidés par un esprit mutuel de conciliation, que les deux états sont parvenus à se placer définitivement dans une situation normale; le premier fruit de ce rapprochement a été la signature d'une convention de navigation intérieure.

Ces résultats, en régularisant nos rapports avec les Pays-Bas, ne peuvent qu'influer favorablement sur nos relations avec les autres puissances qui n'ont cessé de nous donner des témoignages de confiance et d'amitié.